

EN
DIRECT...

...du mali

L'ALPHABÉTISATION FONCTIONNELLE

Les besoins en matière d'alphabétisation fonctionnelle, considérée comme un facteur très important du développement économique et social, d'abord par les éducateurs, mais aussi par d'autres responsables de la politique dans ce domaine, ont amené la création dès 1961 du Service de l'Education de base et de l'Alphabétisation. L'alphabétisation a été prévue à partir du premier plan quinquennal 1962-1966 et depuis, aucun plan de redressement ou de développement n'a été mis sur pied ou exécuté sans qu'elle ne soit concernée. Elle se faisait en français, mais depuis le plan d'opération de 1967 signé entre le PNUD (1),

l'Unesco et le Mali qui a donné naissance au projet pilote, elle est considérée avant tout comme une composante de la promotion sociale et économique. Le contenu, la langue et l'organisation en sont déterminés, dans chaque cas particulier, après analyse des besoins des populations concernées.

Le choix s'est, en effet, porté sur une politique sélective s'adressant à certains groupes prioritaires, et les objectifs que s'assignait le projet malien ont été définis en termes chiffrés : « réaliser l'alphabétisation fonctionnelle de 100 000 producteurs de coton, de riz et d'arachide des régions de Bamako, Ségou, Sikasso, Kita et Mopti et d'environ 10 000 travailleurs des entreprises industrielles d'état dans les secteurs secondaire, tertiaire et féminin », et en même temps, déterminer les meilleures méthodes pour atteindre de tels résultats.

Pour comprendre les raisons de cette option en faveur d'une politique sélective, il suffit de se référer à l'explication du concept d'alphabétisation fonctionnelle. L'alphabétisation fonctionnelle dans le projet est considérée comme devant véhiculer les connaissances pratiques de la formation professionnelle, technique et scientifique, de la formation socio-économique, de l'hygiène et de la sécurité du travail et ceci sous une forme visualisée.

C'est donc une formation complète du producteur considérée dans son environnement précis.

Aperçu du fonctionnement de l'alphabétisation des adultes

Actuellement le nombre des adultes qui suivent des cours d'alphabétisation est de 70 000, mais nombreux sont les producteurs qui souhaitent y participer et ne peuvent les fréquenter, ce qui s'explique par le nombre élevé de paysans au Mali et par l'intérêt suscité chez eux.

- L'alphabétisation fonctionnelle étant considérée comme une composante du développement socio-économique, ses cours sont réalisés uniquement dans les zones où existent des opérations de développement.

- Les hommes y sont plus nombreux que les femmes et les participants, en principe de 15 à 35 ans, sont en réalité d'âge divers, car son caractère sélectif donne la priorité aux vrais producteurs et l'âge ou le sexe ne sont que des critères d'admission accessoires.

Dans le secteur public, le Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports est responsable de l'alphabétisation des adultes au Mali. Les autres ministères qui donnent leur concours, sont les suivants : Production, Santé et Affaires sociales, Information, Développement industriel, Direction générale du plan. La grande majorité des techniciens relevant de ces départements ministériels considérés comme spécialistes des milieux socio-professionnels touchés ou à toucher sont associés :

- à l'élaboration des programmes d'alphabétisation fonctionnelle ainsi qu'à la rédaction de fiches de formation professionnelle de sécurité du travail et d'éducation sanitaire;

- à la formation des chefs de ZAF (1) et des animateurs;

(1) PNUD : Programme des Nations-Unies pour le Développement.

(1) ZAF : Zone d'Alphabétisation Fonctionnelle.

au travail d'information et de supervision dans les centres d'alphabétisation.

Des groupes privés tel que la Commission technique du bambara, du peul, du songay et du tamasheck, ainsi que l'Eglise et l'Association des étudiants de l'ENS jouent un très grand rôle d'aide et de soutien.

C'est au sein de ces groupes qu'ont lieu toutes les recherches linguistiques sur les langues nationales utilisées dans l'alphabétisation (définition des alphabètes, règles de transcription, élaboration des termes de calcul et de grammaire, etc.).

Les activités déployées par ces groupes privés sont étroitement associées aux activités des autorités publiques sous l'égide desquelles ils sont constitués. C'est sur un programme traité par la direction de l'alphabétisation compte tenu de ses besoins immédiats et futurs qu'ils travaillent, cette direction jouant ainsi à l'heure actuelle le rôle d'un comité de coordination. Ces groupes privés n'existent qu'au niveau national pour le moment, bien qu'à l'échelon régional des individualités se font sentir peu à peu, ce qui est prometteur.

Financement

Au Mali la part du budget national affectée à l'éducation dans son ensemble (Ministère de l'Education Nationale) a atteint 17,49 % et celle affectée à l'alphabétisation 0,20 %. Quand au pourcentage destiné à l'éducation des adultes, il est très complexe de le calculer étant donné que ce domaine se trouve intégré dans des activités relevant de plusieurs ministères tels que l'Education Nationale, la Production, l'Information et la Santé, ainsi que de six budgets régionaux.

On a pu observer une tendance vers la progression d'affectation des fonds publics à l'alphabétisation au cours des dernières années paral-

èlement à l'accroissement du volume d'activités de l'alphabétisation fonctionnelle.

Par ailleurs, dans le domaine de l'alphabétisation, le Mali a toujours été aidé financièrement par des sources officielles ou non officielles étrangères. C'est ainsi que, depuis sa création en 1961 jusqu'à ce jour, son service bénéficie de bourses de formation de cadres et d'importants lots de matériels éducatifs de la part de l'UNESCO. En 1962, l'USAID a financé la formation et l'équipement en matériel audio-visuel de quatre des directions régionales. De 1967 à 1972, dans le cadre du plan d'opération signé entre le Mali, l'UNESCO et le PNUD la participation de ce dernier s'est élevée à plus de 1.170.000\$. De 1965 à 1972 le PAM (1) a accordé au Mali un soutien très appréciable grâce à un programme de fournitures de denrées alimentaires à titre d'encouragement aux animateurs et auditeurs. Pendant la même période, l'OXFAM (2) a fourni au service de l'alphabétisation 18 véhicules pour assurer la distribution des denrées du PAM et le travail de supervision dans les centres d'alphabétisation. A cela il faut ajouter l'aide du FED (3) qui finance pour cinq ans l'alphabétisation dans l'opération riz-Ségou.

En 1969, la Radio Suisse Romande, pour l'équipement des centres d'écoutes collectives a offert 200 postes de radio-transistors. Non moins négligeable est le soutien matériel offert par certaines ambassades comme celle de la Grande-Bretagne qui a fourni en 1965 trois véhicules de tournée tout terrain, et celle de l'Union-Soviétique qui a donné deux appareils de projection, un cinébus et 100 000 cahiers. Un projet de construction du centre national et de cinq directions régionales existe aussi avec une importante participation de l'Union-Soviétique.

(1) PAM : Programme Alimentaire Mondial (FAO-ONU).

(2) OXFAM : Comité d'Oxford contre la faim.

(3) FED : Fond Européen de Développement

Depuis l'arrêt du financement PNUD — en décembre 1972 — les commissions nationales UNESCO des Pays-Bas et d'Allemagne-Fédérale ont manifesté leur soutien à cette action par le moyens de bons UNESCO. Des négociations sont en cours en vue d'obtenir d'autres aides avec des organismes publics ou privés, nationaux ou multinationaux.

Les cours d'alphabétisation sont gratuits. Les coûts moyens pour assurer la formation fonctionnelle d'un producteur illétre sont estimés à 15 000 F (soit 30\$) en y incluant la valeur du travail volontaire des villages et des animateurs.

Les animateurs

Au Mali, les instructeurs des centres d'alphabétisation, appelés « animateurs » (au nombre de : 2 471) sont constitués en grande majorité d'individus de même origine que les participants. Une infime partie se compose d'aides sociales et d'encadreurs ruraux. La plupart du temps ils sont bénévoles, mais pour certains encadreurs, dans le secteur de l'Opération arachide, l'alphabétisation fait partie de leurs obligations professionnelles, cette Opération considérant à juste titre l'alphabétisation comme un de ses moyens de formation.

Pour les volontaires, le comité local les soumet à une sélection après avis des directeurs régionaux. Ces animateurs font bénévolement le travail d'alphabétisation dans le cadre de l'entre-aide entre entreprises de l'EDM (1) qui a institué des indemnités supplémentaires pour ceux de son centre.

La formation de ces animateurs est conçue en trois temps.

Formation initiale

La formation initiale est essentiellement axée sur la pratique. Elle se

(1) EDM : « Energie du Mali ».

déroule en 5 jours pendant lesquels les futurs animateurs apprennent d'abord la transmission de la langue d'alphabétisation, puis la méthode de transmission des connaissances et les techniques d'animation des séances d'alphabétisation. On fait appel aux documents d'alphabétisation, à la radio, au magnétophone, aux photo-problèmes, aux affiches et parfois au cinéma.

Recyclage

Compte tenu du temps insuffisant du stage de base, un stage de recyclage a lieu en principe tous les trois mois. La durée varie de 2 à 3 jours. Les animateurs ayant eu quelques mois de pratique, la méthode consiste à partir des expériences vécues à faire un genre d'auto-critique en recensant toutes les erreurs commises. Sur la base de ces erreurs des démonstrations sont faites par le directeur régional ou par le chef de ZAF.

Formation permanente

Elle est assurée par la section radio-éducative qui diffuse cinq émissions par semaine sur les techniques d'animation des différentes disciplines de l'alphabétisation fonctionnelle, à partir des thèmes visualisés par les matériels didactiques (affiches, fiches de lecture et de calcul).

Le nombre d'animateurs formés par an est fonction des objectifs à atteindre et aussi des moyens disponibles. Dans le plan quinquennal en préparation, le nombre d'animateurs à former est estimé à 12 960. Dans le cadre d'une réorganisation en cours qui doit aboutir à l'Institut National d'Alphabétisation Fonctionnelle et de Linguistique Appliquée, une section de recherche pédagogique sera créée et travaillera en étroite collaboration avec l'Institut Pédagogique National.

Contrôle du travail des animateurs

Cette tâche est conçue comme une action d'information et de formation des cadres de tous les niveaux. Elle est assurée :

— par des agents des opérations de développement, de la santé, des

affaires sociales qui peuvent à tout moment visiter les centres, assister aux séances, s'informer des problèmes;

— par les chefs de ZAF et les directeurs régionaux qui font partie intégrante du personnel de l'alphabétisation. Les chefs de ZAF sont d'anciens élèves des centres pédagogiques régionaux, d'anciens cadres des centres d'animation rurale, et d'anciens encadreurs ruraux, qui ont suivi — en plus — un stage spécial d'un mois organisé par la section de formation du centre de production de l'alphabétisation, stage comportant une formation théorique suivie d'une formation pratique sur le terrain. Chaque année une quinzaine de chefs de ZAF est formée et utilisée en totalité dans l'alphabétisation fonctionnelle au MALI.

Environnement pédagogique

Les cours d'alphabétisation se déroulent dans les centres construits spécialement pour des activités d'alphabétisation, par les collectivités villageoises elles-mêmes sous la conduite des comités d'alphabétisation, dans tout le secteur agricole. Dans le secteur industriel les cours se déroulent les après-midi et sur les lieux de travail (usines, sociétés d'état), où des salles sont construites et aménagées à cet effet. Les cours ont lieu dans l'après-midi, parfois pendant les heures de travail, tel est le cas du centre de la Comatex. Dans d'autres cas, le temps de cours est partagé comme suit : tous les jours 1 heure sur les heures de travail et 1 heure sur le temps de loisir des travailleurs. Au niveau du secteur agricole, les centres fonctionnent le soir, après le travail ou même la nuit de 20 heures à 22 heures.

Pédagogie

Le fait qu'au Mali l'alphabétisation soit pratiquée en langues nationales dans le secteur agricole a

entraîné la mise au point d'un système de transcription de 4 langues intéressant ensemble plus de 90 % de la population du Mali, le bambara, le peul, le songay et le tamashek qui disposent depuis 1967 d'un alphabet rationnel commun. Les langues nationales utilisées dans l'alphabétisation avant 1974 sont le bambara et le peul, langues des cultivateurs concernés par les opérations de développement auxquelles l'alphabétisation fonctionnelle a été associée en premier.

Lecture

On utilise la méthode mixte. On part toujours d'une affiche de formation (formation professionnelle, éducation sanitaire, puériculture) pour tirer une phrase-clé qui fait aboutir à un mot-clé puis au son, et à la lettre à enseigner. Cette lettre est alors présentée et lue. Puis c'est la reconstitution de lettres (association de la nouvelle lettre à d'autres déjà connues) pour aboutir à d'autres sons, mots, et à la phrase-clé.

Ecriture

Elle comporte simultanément celle des lettres isolées, des syllabes et des mots. L'animateur présente un modèle d'écriture et le fait écrire au tableau par quelques auditeurs, c'est l'écriture script qu'on applique dans les centres.

Mathématiques

Les mathématiques appelés « calcul professionnel » sont considérées comme faisant partie de l'alphabétisation fonctionnelle. Pour chaque séance, il est prévu trois leçons de calcul fortement liées à l'enseignement technico-professionnel, la notion de mathématiques enseignée faisant partie d'une progression établie d'avance, sur la base des situations-problèmes.

Durée de l'enseignement

Au niveau du secteur industriel, pour alphabétiser des adultes d'une manière efficace, il faut 12 heures réparties comme suit : 60 séquences (30 par « phase » c'est-à-dire par an), de 5 séances à raison de 2 heures par séance, en utilisant le français comme langue d'alphabétisation.

En secteur agricole où la langue d'alphabétisation est la langue maternelle des auditeurs (langue nationale) on avait d'abord tablé sur les mêmes normes. Mais à la longue, et surtout après les résultats probants de l'expérience menée à cet effet dans les centres saisonniers de Fana, Sirakele et N'kurala dans la zone du coton pendant deux années consécutives, on s'est rendu compte que ce temps nécessaire peut être ramené à 300 heures réparties comme suit : 30 séquences (15 par phase) de 2 heures par séance. Cela nous a permis, à partir du 2^e semestre 1972 d'aboutir au programme CFI (Centres de Formation Intensive).

Pour conserver son caractère fonctionnel et problématique, l'approche malienne a, pour chaque milieu socio-professionnel concerné, un programme dont le contenu lui est spécifique. Ainsi dans le secteur industriel, chaque société d'état a son programme, il en est de même dans le secteur agricole pour chaque opération de développement.

Contenu de l'enseignement

Il est à noter que, d'une manière générale, l'enseignement se fait en deux temps, un premier temps sur le terrain (dans l'atelier, au champ ou sur le lieu de commercialisation) où sont exécutées des activités pratiques utilisant des mesures de distance, des pesées, des dosages, etc. Le deuxième temps a lieu au centre sous le nom de reprise mentale au cours de laquelle les auditeurs restent encore en contact avec des instruments de mesure en vue de mieux comprendre leur utilisation

pratique. D'autre part, la fin de la première phase et toute la deuxième de chacun des programmes du secteur agricole s'appuie sur ces mêmes activités pratiques notamment le remplissage des fiches de commercialisation telles que fiches de pesée, calcul des prix, sachant le poids du produit et le prix unitaire, etc.

Une série de 9 films a été réalisée par la section audio-visuelle de l'alphabétisation fonctionnelle. Un camion contenant des brochures et une exposition sur les thèmes traités se déplace dans les villages et l'équipe d'alphabétisation projette les films, plus particulièrement à l'occasion des marchés.

Les films peuvent avoir deux fonctions, l'une de sensibilisation à ce qu'est l'alphabétisation fonctionnelle qui s'inscrit dans un projet de développement, l'autre didactique, cherchant à prouver qu'au delà de l'alphabétisation, les techniques doivent être comprises et assimilées afin de dépasser le simple stade de l'imitation des gestes.

Recherche

Dans le projet malien, le début de chaque programme et même celui de chaque progression sont considérés comme étant de nature expérimentale. C'est ainsi qu'en secteur industriel, les cinq premières séquences sont rédigées et enseignées d'abord en vue d'en tirer des conclusions avant de continuer le reste du programme. En secteur agricole, les programmes commencent toujours par une phase expérimentale applicable dans un nombre limité de centres. Et c'est après avoir tiré des conclusions à la fin de cette phase expérimentale que des amendements sont apportés aux contenus des documents et à la méthode en vue de la phase d'extension. Sur les 17 premiers centres expérimentaux, 12 ont achevé la deuxième phase. Dans le secteur arachide, le programme expérimental a porté sur quatre thèmes de motivations traités en quatre

séquences-thèmes proposés par les agents de l'opération arachide disposant d'une parfaite connaissance de leur milieu.

La place qu'occupent ces activités expérimentales est très grande dans l'ensemble des activités de l'alphabétisation des adultes, car elles permettent :

- de mieux doser le contenu des programmes;
- de mieux adapter le programme aux besoins des producteurs à alphabétiser;
- d'envisager avec le moins d'erreur possible le niveau à atteindre.

Au Mali, c'est l'unité d'évaluation partie intégrante du centre national de l'alphabétisation fonctionnelle, qui est chargée de faire des recherches sur les différents programmes dans les domaines suivants :

- établissement d'enquêtes sociologiques, études de motivation;
- tests d'efficacité relatifs aux divers matériels et approches pédagogiques;
- établissement de statistiques sur la présence régulière aux cours, abandon prématuré des études, acquisition d'habileté en matière d'écriture et de lecture.

Il est nécessaire de réaliser des recherches supplémentaires sur l'alphabétisation des adultes, mais leur poursuite pose des problèmes sérieux dus en partie à une carence de personnel qualifié et surtout à la pénurie de moyens financiers.

Activités devant faire suite à l'alphabétisation

Matériel de lecture

Actuellement les personnes alphabétisées ont la possibilité d'avoir recours à du matériel de lecture tel que Kibaru qui est la version bambara de la presse rurale malienne, paraissant une fois par mois en 4 pages.

Un autre document dans le même sens est le calendrier qui contient non seulement les mois de l'année,

mais de petits textes constituant des conseils sur les activités agricoles ou des notions d'hygiène. Ce calendrier est réalisé par le centre national avec le concours des agents des opérations de développement. Il faut aussi signaler, dans le cadre du soutien que l'Eglise ne cesse d'apporter à l'opération, une publication à l'intention des néo-alphabètes : des brochures d'éducation féminine en bambara, réalisées par le centre féminin de Kolongo avec l'aide des sœurs de cette paroisse. Kibaru a commencé à paraître à partir de mars 1972 en 4 000 exemplaires. A ce jour le tirage atteint 8 000.

Ces matériels sont loin d'être en mesure de satisfaire adéquatement le besoin de lecture. Parmi eux, il n'y a que Kibaru qui soit vendu à un prix fictif (20 FM le numéro) alors qu'un calcul des coûts de revient se situe à 60 FM le numéro : de ce fait le nouvel alphabète moyen est en mesure de l'acheter, aussi le tirage devient-il de plus en plus important. C'est l'Etat qui subventionne sa production. Celle des brochures d'éducation féminine est financée entièrement par la paroisse de Kolongo, sa distribution est gratuite.

Autres activités

Après les deux phases d'alphabétisation proprement dite, les auditeurs continuent à utiliser le centre pour se perfectionner et rechercher de nouvelles connaissances à l'aide de matériel préparé dans cette intention. C'est ainsi que vient d'être achevée une méthode d'apprentissage du français pour les alphabétisés en bambara. D'autres matériels sont en préparation.

Simultanément se préparent dans d'autres milieux des textes en bambara, non seulement pour l'étude, mais aussi pour la distraction, tel des romans-photos ou des bandes dessinées.

(Extrait du rapport présenté par Bablen TRAORE, chef du Centre de Production de l'Alphabétisation fonctionnelle au Mali, au Symposium International de Berlin Ouest, du 15 au 25 août 1973.)

...du sénégal

LE MICRO-ENSEIGNEMENT

Le micro-enseignement a été introduit au Sénégal dès 1971 dans le cadre de nos activités de formation au CLAD (1) avec l'accord de la Direction de la Recherche et des Programmes du Ministère sénégalais de l'Education Nationale. C'est à l'initiative de cette Direction que nous organisons les stages destinés aux formateurs, lesquels sont à leur tour chargés de former ou de recycler les maîtres de l'Ecole primaire. Les formateurs sont d'une part les cinquante-deux conseillers pédagogiques itinérants, d'autre part les douze professeurs de français des écoles normales régionales d'instituteurs. Ces formateurs sont appelés à faire une place importante au micro-enseignement dans la formation donnée aux instituteurs en pédagogie du français-langue étrangère.

les tâches de formation de l'école primaire sénégalaise

En l'absence d'un Institut pédagogique national, le CLAD a été amené à ces tâches de formation devant la nécessité de fournir aux utilisateurs de sa méthode audiovisuelle « Pour parler français », c'est-à-dire à plus de 3 000 maîtres du Sénégal, une compréhension des fondements théoriques et une maîtrise pratique de cet outil pédagogique. La méthode « Pour parler français » couvre désormais la totalité des trois premières années (cours d'initiation, cours préparatoire,

cours élémentaire 1) et une partie des classes de 4e année (cours élémentaire 2).

Les tâches de formation sont désormais à l'échelle de cette pyramide scolaire. Au niveau des maîtres les besoins de formation sont multiples : connaissance du français, culture générale, formation pédagogique générale, formation à la pédagogie du français-langue étrangère. C'est dans ce dernier domaine seulement que, compte tenu de ses compétences, le CLAD forme les formateurs et que ceux-ci à leur tour forment les maîtres.

La formation à ces deux niveaux comprend trois volets :

- Les fondements théoriques (linguistique et psychologie de l'apprentissage);
- La méthodologie;
- La pratique pédagogique.

Ces trois volets constituent le dénominateur commun de tous nos stages de français-langue étrangère. A quoi s'ajoutent dans la formation des formateurs :

- Une initiation aux méthodes modernes de formation (micro-enseignement, techniques d'observation et de feedback, travail de groupe);
- Une initiation à l'organisation des stages;
- Une initiation à la critique pédagogique (micro-conseil).

Chaque année la formation des maîtres touche de 700 à 1 000 maîtres, pendant des stages de 15 jours. Les formateurs de leur côté suivent un ou deux stages d'approfondissement d'une durée globale de trois semaines en moyenne. L'ampleur des tâches de formation, tant par le nombre de sujets traités que par le nombre global des participants, la durée limitée des stages, au cours desquels les maîtres ne sont pas remplacés dans les classes, ont contraint le CLAD à mettre au point une formule de stages intensifs et relativement exhaustifs permettant de répondre vite à un maximum de besoins.

(1) Voir *Dossiers Pédagogiques*, n° 7 vol. II p. 26.

principes de conception des stages

Les principes généraux en sont les suivants :

- alternance rapide des activités théoriques, méthodologiques et de pédagogie pratique;
- alternance des activités individuelles, par petits groupes et en plenum;
- alternance des activités « réceptives » et des activités « productives ».

Ce principe de l'alternance permet :

- de varier les sujets abordés, le mode de travail et de renouveler l'intérêt;
- d'intégrer chacun des volets du stage à un ensemble cohérent et d'éviter le clivage théorie/pratique dont l'inconvénient traditionnel majeur est que la théorie reste lettre morte tandis que la pratique devient un travail d'automate;
- de multiplier les fonctions assumées par les stagiaires qui, étant tour à tour auditeurs, observateurs, maîtres et conseillers, prennent ainsi une certaine distance critique envers leur propre comportement pédagogique et varient ces comportements.

Le micro-enseignement est la méthode de formation par excellence qui permet d'atteindre ces objectifs, à condition de ne pas plaquer sur cette méthode une quelconque orthodoxie et de lui garder toute sa souplesse d'utilisation. Rappelons-en ici les deux principes de base :

- l'acte pédagogique est **décomposé en ses éléments constitutifs** ou savoir-faire, eux-mêmes définis en termes de comportements, et **pratiqués séparément en micro-leçons avant d'être combinés**;
- chaque performance d'un savoir-faire fait l'objet d'un **feedback multiple**, c'est-à-dire de toutes les techniques possibles qui permettent de **restituer au stagiaire une image objective et critique de sa propre performance pédagogique**.

Ce schéma de base du micro-enseignement concourt parfaitement aux

objectifs posés plus haut d'alternance, de variété, de cohérence entre théorie et pratique et de multiplication des points de vue critiques du stagiaire sur lui-même. **Le principe de décomposition en savoir-faire** implique en outre un travail préalable de clarification méthodologique (définition des savoir-faire), qui ne se conçoit lui-même que sur des bases théoriques claires. Ce travail débouche (ou s'appuie) sur une illustration visuelle à l'aide d'échantillons de savoir-faire enregistrés au magnétoscope. **Le principe du feedback multiple** suppose non seulement le recours au magnétoscope (auto-visionnement et auto-évaluation), mais également l'intervention du groupe des co-stagiaires et celle de l'animateur du stage; cependant l'auto-évaluation, la discussion et la critique ont une tendance naturelle à la subjectivité tant à cause de la masse des événements qui ont lieu dans une micro-leçon que, dans le cas particulier de l'auto-évaluation, en raison des mécanismes psychiques individuels d'auto-défense; c'est pourquoi chaque micro-leçon d'essai sera observée à l'aide de feuilles et de grilles ad-hoc et auto-évaluée à partir de procédés divers qui donnent une vue objective la plus complète possible de ce qui est descriptible ou quantifiable dans une performance pédagogique.

En fait on n'ira jamais assez loin dans l'élaboration d'outils d'observation et d'évaluation précis et riches, susceptibles de rendre compte de tous les aspects importants d'une micro-leçon. La grille de Flanders adaptée par François Weiss à la pédagogie des langues, nos propres feuilles d'observation (portant sur l'activité et la participation, la variété dans l'activité, la confirmation et la correction) ne sont que des outils d'observation partiels; ils ont au moins le mérite, en formation, **de rendre concrets et mesurables les lacunes les plus manifestes du comportement pédagogique** ainsi que **les paramètres de l'apprentissage sur lesquels peut s'appuyer une critique pédagogique constructive**. Une des conditions d'une critique constructive est la

présentation par le « critique » d'une alternative verbale ou active (réelle) de la performance pédagogique que l'on veut améliorer : il s'agit d'une critique plus prospective que rétrospective.

Enfin le recours aux instruments d'observation exige ici aussi une information préalable sur la psychologie de l'apprentissage, la dynamique des interactions dans le groupe, etc., autant de données sans lesquelles les outils d'observation et d'évaluation n'ont ni signification ni pouvoir de feedback. A aucun moment la méthode du micro-enseignement n'exige de ses utilisateurs une quelconque myopie théorique ou une paralysie du jugement. Bien au contraire le micro-enseignement, comme nous allons le voir dans son utilisation au Sénégal, établit un lien constant entre le cognitif et le comportemental : son apport n'a pas consisté à supprimer le cognitif, mais à le rendre opérationnel par un prolongement vivant (et réfléchi) au plan des comportements. Le micro-enseignement est issu du postulat que le comportement ne se modifie pas par la seule compréhension théorique, mais qu'il faut y ajouter l'acquisition d'aptitudes et de gestes qui soient à tout moment **disponibles** à l'enseignant et traduisent en actes la compréhension des principes théoriques.

déroulement des stages selon la méthode du micro-enseignement

Dans les stages destinés aux formateurs.

Voici la succession des phases de travail dans les stages destinés aux conseillers et futurs conseillers pédagogiques :

1re séquence :

1. Fondements linguistiques (initiation élémentaire).
2. Méthodologie d'une leçon donnée.

3. Visionnement au magnétoscope d'un échantillon pré-enregistré de cette leçon.
4. Discussion du visionnement : définition de chaque phase, de chaque technique et des comportements du maître dans cet échantillon; élaboration d'un questionnaire d'observation méthodologique concernant cette leçon.
5. Préparation individuelle ou en groupe d'une micro-leçon.
6. Exécution (devant 12 à 15 élèves) de la micro-leçon divisée en 6 ou 7 phases par autant de stagiaires (quatre à sept minutes par stagiaire) et enregistrement sur magnétoscope; les autres stagiaires observent à l'aide du questionnaire élaboré en 4.
7. Visionnement de la micro-leçon.
8. Auto-évaluation par chaque stagiaire de sa propre performance.
9. Observations critiques des autres stagiaires à partir des questionnaires élaborés en 4 et utilisés en 6.
10. Critique constructive (modèle) par un formateur sur :
 - les performances en micro-leçon
 - les observations critiques des autres stagiaires.

2e séquence :

11. Principes d'une critique pédagogique objective et constructive.
12. Fondements linguistiques (initiation plus détaillée).
13. Méthodologie d'une leçon donnée.
14. Visionnement au magnétoscope d'un échantillon pré-enregistré de cette leçon.
15. Discussion du visionnement : définition des phases, techniques et comportements du maître; élaboration d'un questionnaire d'observation méthodologique sur cette leçon.
16. Préparation individuelle ou en groupe d'une micro-leçon.

17. Exécution (devant 12 à 15 élèves) de la micro-leçon divisée en 4 ou 5 phases (6 à 8 minutes par stagiaire) et enregistrée sur magnétoscope; les autres stagiaires observent à l'aide du questionnaire élaboré en 15.
18. Visionnement de la micro-leçon.
19. Auto-évaluation par chaque stagiaire, puis critique constructive par un collègue (enregistrée au magnétoscope) et observations des autres stagiaires à partir du questionnaire élaboré en 15.
20. Critique par un formateur sur :
 - la micro-leçon;
 - la critique par le collègue (en s'appuyant sur l'enregistrement de cette critique : technique du micro-conseil)
 - les observations des autres stagiaires.

Le schéma des autres séquences sera le même avec les variantes ou additions suivantes relatives à la théorie et la méthodologie :

• Fondements :

— linguistique générale, puis description linguistique de la phrase française et initiation à la phonétique du français (organes de la parole, classement des sons, comparaison de systèmes phonologiques, phonétique corrective);

— psychologie de l'apprentissage (paramètres utilisables pour l'observation de classe).

• **Méthodologie** : toutes les leçons-types de la méthode « Pour parler français ».

• Méthodes d'observation :

— nos feuilles d'observation selon des paramètres empruntés à la psychologie de l'apprentissage;

— la grille de Flanders adaptée par François Weiss (publication BELC) et portant sur l'analyse des interactions en classe.

• Méthodes de formation et organisation de stages :

— micro-enseignement (qui ne sera théorisé qu'après deux semaines de pratique);

— réflexion sur la nécessité et les modalités d'un feedback multiple;

— initiation à la définition d'objectifs en formation;

— organisation d'un stage (objectifs, programme, modes de travail, modes d'apprentissage en stage, agencement des phases de travail, préparation matérielle).

Le tableau récapitulatif suivant indique phase par phase les variations et le dosage précis entre les différents modes de travail pratiqués, entre les différents modes d'apprentissage mis en œuvre, ainsi que les proportions d'apprentissage cognitif et comportemental et la répartition entre théorie, méthodologie et pratique pédagogique dans les deux premières séquences. (Le tableau des séquences suivantes serait peu différent.)

Le tableau page 40 met en relief les caractéristiques suivantes de notre méthode de formation :

• **Le travail en groupes et en plénum l'emporte largement sur le travail individuel**; ce dernier, préparé en groupe, observé, apprécié et critiqué de façon constructive par le groupe, a donc sa source et son aboutissement dans le groupe. Non seulement le groupe joue ici un rôle de motivation affective et de feedback, mais il est en outre pour chaque stagiaire un facteur permanent de contact avec le réel (que le groupe se charge de rappeler chaque fois que c'est nécessaire), donc un facteur très important de la formation pédagogique.

• **L'apprentissage cognitif et la modification du comportement alternent d'abord dans la préparation à long terme de la micro-leçon pour se combiner ensuite dans la préparation à court terme et dans l'exécution**. Néanmoins en fin de séquence c'est surtout le comportement qui fait l'objet des observations et de la critique et ceci est conforme au principe de réalisme du micro-enseignement : en effet il est bon que le comportement soit restitué à son auteur « comme il est perçu par les autres » indépendamment des intentions et des schémas de son auteur.

	MODE DE TRAVAIL			NATURE DE L'APPRENTISSAGE		MODE D'APPRENTISSAGE						CONTENU D'APPRENTISSAGE		
	indiv- dual	en petits groupes	en plénum	cognitif	comporte- mental	Observa- tion	Ecoute d'un exposé	Discus- sion	Produc- tion écrite	Feed- back	Acte pédag.	Théorie	Méthodo- logie	Pratique pédagogiq.
1, 11 et 12			+	+			+	+				+	et (+)	(+)
2 et 13			+	+			+	+					+	
3 et 14			+	+	et (+)	+		+					+	et +
4 et 15		+	ou	+	et (+)			+	et	+			+	et +
5 et 16	+	ou	+	+	et			+	et	+			+	et +
6 et 17	+			+	et	(+)					et		+	et +
7 et 18	+	et/ou	+	(+)	+	+				+			+	et +
8 et 19		+	ou		et			+		+			+	et +
9 et 19		+	ou		+			+	et	+			+	et +
10 et 20			+		+			+	et	+			+	et +

N.B. Chaque croix caractérise l'activité ou phase de travail (numérotée à gauche) à l'aide des catégories inscrites en haut des colonnes; chaque () signifie : « et accessoirement ».

La formation devant préparer à l'enseignement, il est indispensable que chaque stagiaire soit amené à mesurer la distance entre ce qui est conçu et voulu (cognitif) et ce qui est reçu et compris par l'auditoire comme la conséquence directe de l'acte pédagogique (comportement); une telle mesure est la meilleure source d'auto-correction.

● On s'aperçoit que l'acte pédagogique proprement dit n'apparaît qu'une fois par séquence dans l'ensemble des modes d'apprentissage, contre des occurrences répétées de la discussion, de la production écrite et du feedback. Ceci est un corollaire du travail en groupe et de l'introduction de multiples sources de feedback dans la séquence. Il ne comporte pas d'inconvénients au niveau de la formation des formateurs, où, les techniques pédagogiques étant déjà connues, on ne recherche qu'un affinement et un approfondissement. (En revanche les micro-leçons seront multipliées autant de fois que nécessaire dans la formation des maîtres comme nous le verrons plus loin.) Ce déséquilibre, possible ici et évitable selon les besoins, a au moins l'avantage de mettre en évidence que le micro-enseignement ne se contente pas de travailler sur le seul résultat final (le comportement pédagogique visible) et qu'il tient compte de tous les apports cognitifs susceptibles de contribuer à ce résultat final.

● Dans la quatrième section de ce tableau, intitulée « Contenus d'apprentissage », on constate que, chaque fois que le stagiaire traite de pédagogie pratique, il le fait en fonction de principes méthodologiques et, chaque fois qu'il traite de méthodologie, il le fait en tenant compte de données théoriques (de linguistique ou de psychologie de l'apprentissage). Si les contenus d'apprentissage sont ainsi liés à chaque étape du processus, cela tient à la nature même des activités de stage : chaque tâche prépare la suivante à la fois matériellement et du point de vue de la compréhension; inversement chaque tâche est l'illustration ou la mise en œuvre de ce qui a été compris précédemment.

● On peut dès lors conclure que le « principe de l'alternance » (exposé plus haut et qui ressort également du tableau ci-dessus) n'est pas un principe en soi, mais la conséquence au plan de l'organisation d'un principe plus général de programmation des tâches en vue de lier la pratique à une théorie en restituant par des procédés divers (visionnement, définition de comportements, élaboration de questionnaire, préparation de leçon, observation sur questionnaires, feuilles ou grilles, discussions et feedback multiple et surtout changement de rôle des stagiaires) une dimension théorique méthodologique et interactionnelle à tout ce qui est visible dans — et constitutif de — l'acte pédagogique.

Dans les stages destinés aux instituteurs.

Compte tenu du grand nombre d'instituteurs à former ou à recycler et du très petit nombre de magnétoscopes dont nous disposons, il a fallu renoncer à cet instrument de feedback pour pouvoir mener de front 35 ou 40 stages aux mêmes dates (de vacances) dans tout le pays. Afin d'élaborer une formule viable pour ces stages destinés aux instituteurs, nous avons conservé les trois principes du micro-enseignement :

- la décomposition de l'acte pédagogique en savoir-faire;
- les leçons d'essai multiples;
- le feedback le plus large possible (ici, bien entendu, sans l'enregistrement sur magnéto-scope).

Voici les phases de travail dans ces stages :

1re séquence :

1. Introduction globale à une pédagogie moderne du français-langue étrangère (première initiation linguistique et méthodologique).
2. Méthodologie d'une leçon donnée.
3. Observation active d'une leçon-modèle partielle ou complète.
4. Discussion collective et critique de la leçon-modèle. Elaboration d'un questionnaire d'observation.
5. Préparation individuelle ou en groupe d'une micro-leçon.

6. Exécution (devant 12 ou 15 élèves) de la micro-leçon divisée en 6 ou 7 phases par autant de stagiaires (4 à 7 minutes par stagiaire); les autres stagiaires observent à l'aide du questionnaire élaboré en 4.
7. Observations des autres stagiaires présentées à partir des questionnaires élaborés en 4.
8. Critique constructive (modèle) par un formateur sur :
 - les performances en micro-leçon;
 - les observations critiques des autres stagiaires.
9. Deuxième préparation individuelle ou en groupe de la micro-leçon (ou d'une leçon identique) en tenant compte des observations et critiques ci-dessus.
10. Exécution (devant un nouveau groupe d'élèves) par les mêmes maîtres ou par d'autres stagiaires désireux de leur proposer une alternative concrète (critique prospective) de la micro-leçon; les autres stagiaires observent à l'aide du questionnaire.
11. Observations des autres stagiaires à partir des questionnaires.
12. Critique constructive par un costagiaire de la micro-leçon (changement de perspective).
13. Conclusions par un formateur sur :
 - les performances en micro-leçon;
 - les observations des autres stagiaires;
 - la critique par le co-stagiaire.
14. (On peut arrêter ici ou continuer, selon les besoins, le travail des stagiaires sur cette leçon; on peut aussi allonger les essais en faisant des micro-leçons de 15 minutes.)

Le schéma des séquences suivantes sera le même avec les variantes ou additions nécessaires en ce qui concerne la théorie, la méthodologie, l'observation et une critique constructive (initiation à la linguistique et à la phonétique du français,

psychologie de l'apprentissage et paramètres pour l'observation de classe; méthodes et instruments d'observation).

Dans ces stages le travail en groupe est encore dominant, mais le nombre d'essais individuels est largement supérieur : à ce niveau on peut considérer que l'une des fonctions du micro-enseignement, c'est de garantir à chaque stagiaire le « droit à l'erreur », donc de lui permettre une initiation progressive avec un grand nombre d'essais et la possibilité répétée de corriger ses erreurs. Le feedback et le rôle du groupe dans toutes les phases de travail gardent leur importance, mais la fréquence des essais et des critiques a ici pour corollaire un cycle de travail plus rapide (leçon - critique - nouvelle leçon), plus intense et moins approfondi au départ; cependant avec la diversification des instruments d'observation, le feedback et l'intervention du groupe sont de plus en plus précis en fin de stage où la quantité finit par devenir qualité.

perspectives de la formation

Ce système pourrait bénéficier d'une plus grande efficacité si les Ecoles Normales Régionales pouvaient être équipées à leur tour de façon à prodiguer une telle formation initiale conforme aux besoins, aux programmes et aux méthodes de l'Ecole primaire sénégalaise. La réforme en cours des Ecoles Normales va dans ce sens. Cependant cette entreprise de rénovation de la formation pédagogique, ne saurait être durable et complète, si elle n'embrasse pas de façon plus systématique le corps de contrôle scolaire qui est encore largement à l'écart des tâches de formation.

En outre, la nouveauté de ce mode de formation, le seul en vigueur à cette échelle au Sénégal, n'a pas encore été ressentie et identifiée comme telle. La pratique du micro-enseignement, sous les formes ci-

dessus décrites, est entrée dans les mœurs chez les conseillers pédagogiques et les instituteurs au point qu'elle ne fait l'objet ni de discussions, ni d'éloges particuliers, ni même d'une prise de conscience réelle en tant que méthode de formation en rupture avec toute une tradition pédagogique. Et cette modification profonde a pourtant reçu jusqu'ici l'aval du Ministère de l'Education Nationale.

Gilbert DALGALIAN
Responsable de la formation
au Centre de Linguistique appliquée
de Dakar

... du togo

La 27^e session de la Conférence des Ministres de l'Education Nationale des Etats d'expression française d'Afrique et de Madagascar s'est tenue à Lomé du 28 février au 2 mars 1974. Elle a été précédée, conformément aux modalités de fonctionnement adoptées à Paris en 1973, par les réunions des commissions techniques du 25 au 27 février.

La Conférence a réuni les représentants de 17 Etats (étaient absents : le Mali, Madagascar, Maurice, le Zaïre et la Mauritanie, ce dernier Etat ayant déclaré qu'il ne faisait plus partie de la Conférence) et de 7 organismes parmi lesquels l'A.U.P.E.L.F. (Association des Universités Partiellement ou entièrement de Langue Française), l'A.C.C.T. (Agence de Coopération Culturelle et Technique), le C.O.D.I.A.M. (Comité pour le Développement des Investissements Intellectuels en Afrique et à Madagascar) et pour la première fois l'A.I.P.L.F. (Association Internationale des Parlementaires de Langue Française).

L'ordre du jour appelait :

- l'étude des problèmes posés par le passage de l'école traditionnelle à une école de promotion collective; cette question faisait suite à une réflexion menée depuis plusieurs années et marquée en particulier en 1973 par un colloque qui avait fait le point sur l'état d'avancement des initiatives de type scolaire et non scolaire orientées vers la promotion collective;
- l'étude des problèmes posés par la formation des formateurs de l'enseignement technique;
- l'étude des problèmes de l'enseignement des mathématiques dans l'enseignement technique et de la formation à la mathématique moderne des professeurs de mathématiques et des professeurs de disciplines techniques.

Etaient également prévues des communications sur les résultats d'un colloque tenu à Abidjan sur la méthodologie du français dans l'enseignement technique, sur l'aide technique que le français pourrait apporter aux Etats intéressés en matière de statistiques scolaires et des communications éventuelles sur des problèmes d'éducation dans les différents Etats (à noter, dans cette rubrique, une communication faite par le Ministre français sur le projet de réforme de l'enseignement secondaire en France).

Par ailleurs, les ministres devaient débattre de différents problèmes ayant trait à l'organisation et au financement du Secrétariat Technique Permanent de la Conférence et entendre le rapport annuel du Secrétaire Général du CAMES (Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur).

Les débats ont été particulièrement animés et les Ministres ont été conduits en séance plénière à remettre en cause, voire repousser, les rapports présentés par certaines commissions techniques.

On peut voir dans ce fait, sans doute unique dans l'histoire de la Conférence, l'attention extrême apportée par les Ministres à l'élaboration de propositions qu'ils ont voulu raisonnables, réalistes et réalisables.

Outre celles qui ont trait à l'organisation interne de la Conférence et aux problèmes de budget, les résolutions ont porté sur les points suivants :

- la Conférence prend dorénavant le titre de « Conférence des Ministres de l'éducation des pays d'expression française ».

Est donc supprimée la référence à l'Afrique et à Madagascar (1) : on peut envisager une extension aux pays entièrement ou partiellement de langue française, quelle que soit leur situation géographique dans le monde.

- la Conférence a estimé prématurée la création d'un organisme permanent d'études et de recherches sur les problèmes posés par une école de promotion collective; elle a considéré que des étapes seront nécessaires avant la création d'un tel organisme et « qu'une de ces étapes pourrait consister dans la recherche systématique des faits de promotion collective inhérents aux structures sociales des pays ». Elle a souhaité que soit désignée dans chaque Etat, une personne chargée de suivre cette question en relation avec le Secrétariat Technique Permanent.

- Adoption du rapport présenté par la commission spéciale qui avait repris le rapport élaboré par la commission chargée des questions relatives à l'enseignement technique et à la formation professionnelle. Instauration d'un colloque qui serait saisi à nouveau de ces questions en 1975 à Dakar.

- Adoption de résolutions relatives au CAMES et à l'élaboration et à la publication des statistiques scolaires. Une des commissions techniques de la Conférence qui se tiendra à Paris en 1975 devrait se consacrer à « l'informatique au service de la statistique scolaire, universitaire et culturelle ».

Il a paru à la majorité des observateurs que la Conférence était en

voie de surmonter ses difficultés internes de fonctionnement et qu'elle était susceptible de connaître un regain de vitalité, grâce, en grande partie, à une approche plus réaliste des problèmes et des solutions à leur apporter.

...de la f.i.p.f.

Plurilinguisme et enseignement du français langue maternelle, seconde ou étrangère.

La Fédération Internationale des Professeurs de Français (FIPF) qui a été créée à Paris en juillet 1969, a pour but de regrouper toutes les Associations Nationales de Professeurs de Français et toutes les personnes chargées de l'enseignement du français dans le monde, de favoriser la mise en commun de leurs expériences et de leurs recherches pédagogiques en vue de promouvoir l'enseignement du français langue maternelle, seconde ou étrangère, de susciter et de faciliter entre ses membres les échanges de toute nature (professeurs, élèves, livres, revues, matériel pédagogique). 47 Associations Nationales de Professeurs de Français émanant de 38 pays différents, répartis dans l'Afrique, les deux Amériques, l'Asie et l'Europe adhèrent actuellement à la Fédération dont le siège est le Centre International d'Etudes Pédagogiques de Sèvres.

Parmi les multiples activités de la FIPF, les congrès biennaux ont une importance particulière puisque c'est surtout à cette occasion que des représentants des Associations membres, en nombre considérable, se réunissent et se rencontrent. Des thèmes précis sont choisis pour les congrès : au Congrès de Grenoble en 1972, les deux thèmes retenus concernaient l'évaluation des connaissances de français, et la

(1) Cette référence était d'autant moins justifiée que d'une part les Etats francophones d'Afrique du Nord ne font pas partie de la Conférence et que d'autre part des Etats d'Europe (France, Belgique) et d'Amérique (Canada, Haïti) en sont membres.

littérature en langue française hors de France. Pour le prochain Congrès qui aura lieu en décembre 1975 à la Nouvelle Orléans, Louisiane, Etats-Unis, l'un des thèmes qui est en cours de préparation depuis déjà un an, concerne les problèmes que pose l'enseignement du français en situation plurilingue.

Une commission a été constituée par le Secrétariat Général, comprenant des représentants de la FIPF, du Centre international d'Etudes Pédagogiques de Sèvres, de l'Association Française d'Enseignants du Français, et d'autres organismes parmi lesquels la rédaction de cette revue avec l'appui de correspondants et de conseillers scientifiques. Cette commission se réunissant régulièrement depuis novembre 1973, a accompli les tâches suivantes :

- La mise au point d'une présentation d'enquête sur le plurilinguisme et d'un document de travail qui ont été envoyés aux associations membres dans le but de les faire participer à la préparation du thème, en les invitant à décrire la situation plurilingue dans laquelle elles se trouvent et les problèmes que pose celle-ci pour l'enseignement du français.

- La préparation d'une première version d'une bibliographie concernant l'enseignement du français en situation plurilingue qui pourra se réaliser éventuellement sous deux formes : la première aussi complète que possible, l'autre ne comportant que les ouvrages et les articles fondamentaux. La première version, diffusée assez largement, sera modifiée en fonction des suggestions que la commission espère recevoir.

- Le choix d'une douzaine d'articles utilisables par les associations comme **documents de travail** pour des journées d'études qu'elles pourront organiser, avant le Congrès, sur ce thème.

- La préparation d'un **questionnaire** qui servirait de support à la présentation de l'enquête et au document de travail, surtout dans le cas des Associations qui n'ont pas encore répondu à l'invitation à participer à l'enquête.

Il faut noter que la commission a conçu le thème de façon suffisamment large pour qu'il concerne l'ensemble des Associations membres, qu'elles s'occupent de l'enseignement du français langue maternelle, langue seconde ou étrangère.

La deuxième étape de l'enquête concernera l'analyse des réponses reçues des Associations et, en fonction de ces réponses, la préparation détaillée du programme du thème pour le Congrès de la Nouvelle-Orléans. La commission a l'espoir qu'un tel travail d'équipe visant à dégager les problèmes qu'ont les associations dans ce domaine, aura comme résultat l'établissement d'un programme pour le Congrès, qui leur permettra de dégager les lignes de force des situations dans lesquelles il se trouve et d'assurer ainsi leur enseignement avec d'autant plus d'efficacité.

Ceux qui souhaitent s'associer aux travaux de la commission sont invités à prendre contact avec le Secrétariat Général de la FIPF, CIEP, 1, avenue Léon Journault, 92310 SEVRES.

Murray HAGGIS

...d'afrique et langage

Afrique et Langage (1) est un Centre d'information et de formation linguistique dont l'objectif général est de promouvoir l'étude des langues africaines et des situations de langage en Afrique noire, en se posant comme un relais entre des linguistes professionnels et ceux qui pratiquent les langues.

Son statut est celui d'une association selon la loi de 1901. Ce centre utilise les moyens d'action suivants :

- Des semaines linguistiques qui ont lieu annuellement au mois de

juillet, pendant trois semaines. Elles offrent aux participants une initiation intensive à la linguistique et à l'anthropologie du langage, au moyen d'un enseignement et de travaux pratiques systématiques, lesquels sont orientés sur les langues africaines et les problèmes posés par la communication et les situations de langage en Afrique noire.

- Une bibliothèque de livres fondamentaux et une documentation classée par langues et par thèmes.

- Un périodique semestriel : « Afrique et Langage » dont le but est d'assurer une formation permanente à ceux qui participent aux sessions, et plus largement, à tous ceux qui sont concernés par les problèmes du langage en Afrique.

- Une information permanente « à la carte » donnée par l'équipe d'Afrique et Langage, dans l'esprit général d'une approche rigoureuse des réalités linguistiques et culturelles de l'Afrique.

Le public d'Afrique et Langage est constitué par des africains, des missionnaires, des enseignants, des coopérants, des étudiants, d'une manière générale par :

- ceux qui font des recherches sur leur langue maternelle ou sur la langue qu'ils ont apprise et sont confrontés à la nécessité du passage de l'oral à l'écrit.

- ceux qui se préparent à partir en Afrique et désirent recevoir une information en profondeur sur le langage africain;

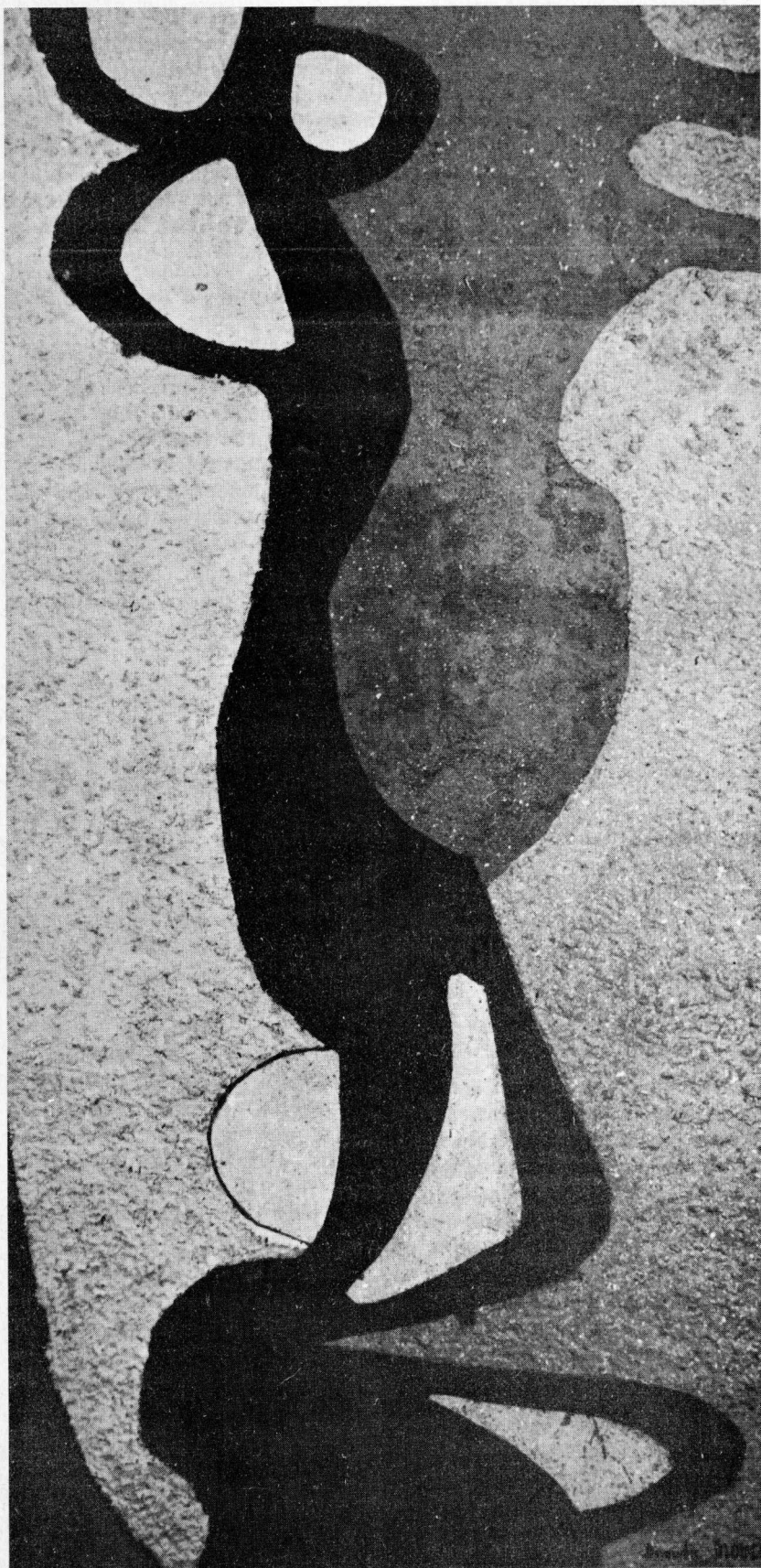
- ceux qui appartiennent à des services d'alphabétisation et qui éprouvent le besoin d'insérer leurs tâches techniques dans une perspective plus générale;

- ceux qui se consacrent à un programme de politique linguistique où les langues africaines ont leur part comme véhicule et matière d'enseignement;

- ceux qui recueillent des textes de style oral ou se consacrent à des traductions;

- ceux qui, chercheurs ou universitaires, jugent utile d'acquérir une information systématique et actuelle sur le langage africain.

(1) 28, rue d'Assas, 75006 Paris.



...des expositions

L'art sénégalais

Trente-trois artistes sénégalais ont exposé près de 150 œuvres au Grand Palais, à Paris, du 24 avril au 26 juin 1974.

Cette exposition s'inscrit dans la ligne du Festival mondial des Arts Nègres qui se tint à Dakar en 1966. Elle est également le fruit d'années d'activités créatrices à l'Ecole puis à l'Institut des Arts à Dakar où la section « recherche en arts plastiques » permet à chacun de donner libre cours à son inspiration.

En 1966, la peinture avait tenu une place importante et aujourd'hui l'exposition du Grand Palais en démontre la vigueur et la diversité. On y retrouve les harmonies de teintes neutres qui se réfèrent aux sculptures traditionnelles, le noir des calcinations, le blanc du kaolin, l'ocre de la terre. Alors que la peinture contemporaine occidentale a été très influencée par la découverte de l'art nègre, les artistes africains intègrent, à leur tour, dans leurs créations, couleurs et formes en accords inattendus avec leurs matériaux traditionnels.

Avec ses multiples institutions culturelles pour la plupart inter-africaines (Ecole des Arts Plastiques, Conservatoire d'Art Dramatique, Conservatoire de musique et de danse, Ecole d'Architecture et d'Urbanisme, Manufacture Nationale de Tapisseries), ses théâtres et ses musées, ses peintres, ses cinéastes et ses sculpteurs, le Sénégal s'est acquis une réputation à l'échelle continentale.

Le succès de cette manifestation artistique à laquelle une aide extérieure a été apportée, notamment par le Ministère français de la Coopération, l'UNESCO et l'Agence de Coopération culturelle et technique, peut inciter les autorités sénégalaises à poursuivre l'intégration d'une politique culturelle au développement national, par des résultats concrets.